



Journal Homepage: - [www.journalijar.com](http://www.journalijar.com)

## INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI: 10.21474/IJAR01/22667  
DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/22667>



### RESEARCH ARTICLE

#### LE FINANCEMENT DES PME/PMI EN CONTEXTE DE CRISE SECURITAIRE AU BURKINA FASO

Patrice Forogo

1. Cadre Supérieur de Banque, Expert en Management des Entreprises et des Organisations, Chercheur associé de l'ASMP.

#### Manuscript Info

##### Manuscript History

Received: 12 November 2025  
Final Accepted: 14 December 2025  
Published: January 2026

##### Key words:-

PME/PMI, Financement, Crise  
securitaire, Burkina Faso, Rationnement  
du credit, Resilience.

#### Abstract

Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une crise sécuritaire sans précédent qui fragilise les PME/PMI, bien qu'elles constituent 85 % du tissu économique et 60 % de la main-d'œuvre. Cette recherche analyse les contraintes de financement exacerbées par la crise sécuritaire et propose des dispositifs de soutien résilients. En mobilisant un cadre théorique intégrant l'asymétrie d'information, la théorie de l'agence et l'économie de conflit, l'étude adopte une méthodologie mixte combinant une enquête quantitative auprès de 132 PME et 12 entretiens semi-directifs avec des acteurs financiers et institutionnels. Les résultats révèlent que le risque sécuritaire est devenu une variable endogène du crédit, provoquant une « stigmatisation territoriale » où les zones de conflit sont de facto exclues du financement. Seules 42 % des PME ont sollicité un crédit, illustrant un fort phénomène d'auto-censure financière liée aux anticipations de refus et aux exigences de garanties jugées excluantes. Les dispositifs publics actuels sont perçus comme lents et inadaptés aux réalités du terrain. L'étude préconise une refonte de l'architecture financière par l'institutionnalisation de fonds de garantie spécialisés pour les zones fragiles, le développement de produits innovants comme l'affacturage ou la finance islamique, et un soutien accru à la structuration comptable des entreprises. En conclusion, le financement des PME doit être repensé comme un instrument stratégique de stabilisation nationale et de résilience économique.

"© 2026 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

#### Introduction:-

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une crise sécuritaire sans précédent qui a profondément bouleversé son tissu économique et social. Cette situation a occasionné plus de 2,1 millions de personnes déplacées internes, soit près de 10% de la population (UNHCR, 2024), et fragilise un environnement déjà marqué par des contraintes structurelles persistantes. Dans ce contexte de crises multidimensionnelle, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et Industries (PMI), qui représentent 85% des entreprises formelles et emploient 60% de la main-d'œuvre totale (Calice, 2023), constituent à la fois le maillon le plus vulnérable et le principal levier de résilience économique. L'accès au financement, identifié comme l'obstacle majeur au développement des PME dans les pays

Corresponding Author:- Patrice Forogo

Address:- Cadre Supérieur de Banque, Expert en Management des Entreprises et des Organisations,  
Chercheur associé de l'ASMP.

fragiles et affectés par les conflits (Calice, 2023), se trouve exacerbé au Burkina Faso par la conjugaison de facteurs économiques, institutionnels et sécuritaires. Les théories économiques classiques sur l'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss, 1981) et le rationnement du crédit (Ghosh et al., 2000) prennent une dimension critique dans un environnement où la crise accroît considérablement la perception du risque par les prêteurs. En effet, seulement 19% des PME dans les pays fragiles disposent d'un prêt bancaire, contre 38% dans les pays non fragiles (Calice, 2023), traduisant un écart substantiel en matière d'inclusion financière.

Malgré une croissance économique remontée à 3,6% en 2023 après la pandémie (BAD, 2024), le Burkina Faso demeure confronté à une pauvreté croissante, passée de 41,4% en 2018 à 43,2% en 2021 (BAD, 2024). Les dépenses sécuritaires élevées limitent les marges budgétaires disponibles pour le soutien aux PME, tandis que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la contraction des marchés locaux rendent les dispositifs de financement traditionnels largement inopérants. Cette situation appelle à repenser les mécanismes de financement à travers une approche innovante qui intègre le risque sécuritaire comme variable endogène plutôt que comme simple externalité (Bujones et al., 2013).

La présente recherche se propose donc de répondre à la question suivante : Quels dispositifs de financement innovants et résilients peuvent être mis en œuvre pour soutenir les PME/PMI au Burkina Faso face aux contraintes exacerbées par la crise sécuritaire ? Pour y répondre, trois objectifs spécifiques sont poursuivis. Premièrement, cartographier les défis spécifiques rencontrés par les PME/PMI et les institutions financières dans les zones affectées, en documentant l'ampleur du déficit d'inclusion financière. Deuxièmement, identifier et évaluer les modèles de financement alternatifs (fonds de garantie, finance islamique, capital-risque d'impact) susceptibles de fonctionner dans un contexte de haute instabilité. Troisièmement, proposer un cadre de dispositif public-privé concret destiné aux décideurs pour faciliter le financement et l'accompagnement des PME/PMI. Cette recherche se justifie à double titre. Sur le plan académique, elle contribue à enrichir la littérature sur l'économie de conflit en proposant un cadre d'analyse holistique du risque qui intègre des indicateurs de cohésion sociale et de gouvernance locale, dépassant ainsi les modèles classiques de risque de crédit inadaptés aux contextes fragiles (Beck, 2007). Sur le plan pratique, elle répond à un imperatif stratégique pour le gouvernement burkinabé : transformer le soutien aux PME en instrument de stabilisation nationale, capable de préserver le tissu social et d'offrir une alternative tangible à l'enrôlement dans les groupes armés, particulièrement pour les jeunes et les femmes entrepreneurs.

### **Cadres Théoriques Mobilisés:-**

La compréhension des contraintes de financement des PME/PMI en contexte de crise sécuritaire nécessite la mobilisation d'un ensemble de cadres théoriques complémentaires issus de l'économie financière, de la théorie de l'agence et de l'économie de conflit. Cette section présente les fondements conceptuels qui structurent notre analyse et justifie leur pertinence pour le contexte burkinabé.

### **Théorie de l'asymétrie d'information et sélection adverse:-**

La théorie de l'asymétrie d'information, initiée par Akerlof (1970) dans son analyse du marché des "lemons" (véhicules d'occasion), constitue le socle théorique explicatif des dysfonctionnements des marchés du crédit. Akerlof (1970) démontre que lorsque les vendeurs détiennent des informations supérieures aux acheteurs sur la qualité des biens échangés, le marché peut s'effondrer par un processus de sélection adverse où seuls les produits de mauvaise qualité demeurent. Transposé au marché du crédit, ce phénomène explique pourquoi les prêteurs, incapables de distinguer les emprunteurs solvables des emprunteurs à risque, peuvent rationner le crédit plutôt que d'augmenter les taux d'intérêt (Stiglitz & Weiss, 1981).

Stiglitz et Weiss (1981) affinent cette analyse en démontrant que le rationnement du crédit peut persister comme équilibre de marché même en présence d'une demande excédentaire. Leur modèle établit que l'augmentation des taux d'intérêt peut aggraver la sélection adverse en dissuadant les emprunteurs les moins risques et en favorisant l'alea moral, conduisant ainsi les banques à préférer le rationnement quantitatif à l'ajustement par les prix. Dans le contexte des PME burkinabé, cette asymétrie informationnelle est exacerbée par l'absence de systèmes de crédit robustes, l'informalité comptable et l'instabilité sécuritaire qui rendent l'évaluation du risque particulièrement complexe (Calice, 2023).

### **Théorie de l'agence et coûts d'intermédiation:-**

La théorie de l'agence, développée par Jensen et Meckling (1976), analyse les conflits d'intérêts inhérents aux relations contractuelles où une partie (le principal) délégué une autorité décisionnelle à une autre (l'agent). Dans la relation banque-PME, le prêteur (principal) ne peut parfaitement observer les actions de l'emprunteur (agent), créant

des risques d'alea moral où l'entrepreneur peut adopter des comportements opportunistes apres l'octroi du credit. Jensen et Meckling (1976) identifient trois categories de coûts d'agence : les coûts de surveillance du principal, les coûts d'engagement de l'agent, et la perte residuelle resultant de la divergence d'interets. Pour les PME en zone de conflit, ces coûts d'agence sont demultipliés. L'instabilité securitaire accroît l'incertitude sur la viabilite des projets, complique la surveillance des emprunteurs et augmente le risque de detournement des fonds vers des usages non productifs (Ghosh et al., 2000). Les garanties collaterales, traditionnellement utilisees pour attenuer ces problemes, perdent de leur efficacite lorsque les droits de propriete sont contestes et que l'execution des contrats est compromise par la faiblesse institutionnelle.

#### **Theorie du rationnement du credit en contexte de fragilite:-**

Le rationnement du credit, defini comme la situation où certains emprunteurs se voient refuser l'accès au credit malgré leur disposition à payer des taux d'intérêt plus élevés, constitue un problème structurel particulièrement aigu dans les pays en développement (Ghosh et al., 2000). Cette théorie distingue le rationnement microéconomique, qui fixe des limites de crédit individuelles, du rationnement macroéconomique, qui refuse aléatoirement l'accès au crédit à certains demandeurs. Dans les pays fragiles et affectés par les conflits (FCS), Beck (2007) souligne que le rationnement du crédit affecte disproportionnellement les PME, qui ne représentent que 19% des bénéficiaires de prêts bancaires contre 38% dans les pays stables. Au Burkina Faso, cette contrainte est amplifiée par la perception accrue du risque sécuritaire, la contraction de l'activité économique dans les zones affectées, et la concentration du crédit disponible vers le secteur public et les grandes entreprises (BAD, 2024).

#### **Economie de conflit et fragilité étatique:-**

L'économie de conflit, théorisée notamment par Collier (2000) et Berdal et Malone (2000), analyse les dimensions économiques des guerres civiles et l'interaction entre ressources économiques et violence politique. Collier (2000) démontre que les conflits civils ne résultent pas principalement de griefs sociaux (théorie du grievance) mais plutôt d'opportunités économiques pour les groupes armés (théorie du greed). Cette perspective éclaire comment la dépendance aux ressources naturelles, la faiblesse du revenu national et l'exclusion économique créent des conditions propices à la persistance des conflits. Berdal et Malone (2000) approfondissent cette analyse en montrant comment les agendas économiques structurent les dynamiques conflictuelles et perpetuent l'instabilité. Pour les PME, cette économie de guerre génère des externalités négatives multiples : perturbation des chaînes d'approvisionnement, taxation informelle par les groupes armés, destruction d'infrastructures et déterioration du capital social. La compréhension de ces mécanismes est essentielle pour concevoir des dispositifs de financement adaptés qui ne renforcent pas involontairement les économies de predation.

#### **Finance entrepreneuriale en contexte de crise:-**

La théorie de la finance entrepreneuriale examine les contraintes spécifiques d'accès au capital auxquelles font face les entrepreneurs, particulièrement dans les environnements caractérisés par une forte incertitude (Kerr & Nanda, 2011). Myers (1984) propose la théorie de la hiérarchie des financements (pecking order theory), selon laquelle les entreprises privilient le financement interne, puis la dette, et en dernier recours les fonds propres externes, en raison des coûts d'asymétrie informationnelle croissants à chaque niveau. Dans les contextes de crise, Paulson et Townsend (2005) montrent que les contraintes financières s'intensifient dramatiquement, réduisant la création d'entreprises et la survie des entreprises existantes. Les innovations en microfinance, notamment dans les zones de conflit, démontrent néanmoins que des mécanismes alternatifs peuvent restaurer l'inclusion financière lorsqu'ils s'appuient sur le capital social, l'accompagnement non financier et l'adaptation contextuelle des produits (Chakma et al., 2017). La finance islamique, avec ses principes de partage des risques et d'interdiction de l'usure, offre également des pistes prometteuses pour des contextes où la confiance envers les institutions formelles est érodée.

#### **Modèle conceptuel intégratif adapté au contexte burkinabé:-**

L'intégration de ces cadres théoriques permet de proposer un modèle conceptuel holistique adapté aux spécificités du Burkina Faso. Ce modèle postule que le déficit de financement des PME résulte de l'interaction de quatre dimensions : (1) l'asymétrie informationnelle aggravée par l'informalité et l'instabilité, (2) les coûts d'agence et de transaction démultipliés par la faiblesse institutionnelle, (3) le risque sécuritaire endogène qui affecte simultanément l'offre et la demande de crédit, et (4) la destruction du capital social et des réseaux de confiance essentiels aux mécanismes informels de financement. Ce cadre intégratif suggère que les solutions traditionnelles de facilitation du crédit (garanties publiques, amélioration de l'information) sont nécessaires mais insuffisantes. Il appelle à une approche multidimensionnelle qui traite simultanément la viabilité économique des PME, la réduction des asymétries informationnelles, le renforcement institutionnel, et la reconstruction du capital social comme variables

interdependantes. Cette perspective guide l'élaboration de dispositifs innovants qui intègrent le risque sécuritaire comme paramètre central plutôt que comme externalité à éviter.

## **Méthodes D'étude:-**

### **Approche épistémologique et Design de recherche:-**

Cette recherche s'inscrit dans une posture de positivisme modéré, visant à identifier des régularités empiriques tout en reconnaissant la complexité des phénomènes sociaux et institutionnels observés dans les contextes fragiles (Creswell & Plano Clark, 2018). Elle adopte un design de recherche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives afin de renforcer la validité interne et externe des résultats par triangulation des sources et des techniques (Denzin, 1978 ; Tashakkori & Teddlie, 2010). L'étude repose sur une enquête transversale multi-sites, conduite dans plusieurs régions du Burkina Faso affectées à des degrés variables par la crise sécuritaire. Ce choix méthodologique permet de comparer les situations d'entreprises évoluant dans des environnements territoriaux différenciés et d'analyser la manière dont l'in sécurité reconfigure les mécanismes d'accès au financement (Beck, 2007 ; Calice, 2023). L'approche mixte est particulièrement indiquée pour l'étude du rationnement du crédit, qui combine à la fois des dimensions mesurables (accès au financement, performance, contraintes) et des mécanismes sous-jacents liés aux perceptions, pratiques et stratégies des acteurs (Stiglitz & Weiss, 1981).

### **Population cible et Echantillonnage :-**

#### **La population cible est constituée de trois catégories d'acteurs :**

- (i) les **PME/PMI formelles**, principales unités d'observation ;
- (ii) les **institutions financières** (banques et structures assimilées) impliquées dans le financement des entreprises ;
- (iii) les **decideurs et experts institutionnels** intervenant dans la conception ou la mise en œuvre des dispositifs de soutien aux PME.

Pour le volet quantitatif, un échantillonnage stratifié a été retenu afin d'assurer une représentation minimale des principaux secteurs d'activité et des zones géographiques, conformément aux recommandations méthodologiques pour les études en contextes fragiles où les bases de sondage exhaustives sont rarement disponibles (Calice, 2023 ; Saunders, Lewis, & Thornhill, 2019). L'échantillon est composé de 132 PME/PMI. Pour le volet qualitatif, un échantillonnage intentionnel a été privilégié, visant des acteurs disposant d'une expérience directe des problématiques de financement en contexte d'in sécurité (Patton, 2015). Il comprend 12 entretiens semi-directifs : 5 dirigeants de PME/PMI, 5 responsables d'institutions financières et 2 experts institutionnels.

## **Collecte et Analyse de données:-**

### **Collecte des données:-**

Les données quantitatives ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire structure administré auprès de 132 PME/PMI. L'instrument couvre quatre dimensions principales : caractéristiques des entreprises, accès au financement, effets de la crise sécuritaire et indicateurs de performance et de résilience. Ce type d'outil est couramment mobilisé pour analyser empiriquement les contraintes financières des PME dans les pays en développement (Beck, 2007 ; Ghosh, Mookherjee, & Ray, 2000). Les données qualitatives ont été collectées au moyen d'entretiens semi-directifs, permettant d'explorer en profondeur les pratiques bancaires, les stratégies d'adaptation des PME et les limites des dispositifs existants. Cette approche est adaptée à l'analyse des logiques d'acteurs et des mécanismes institutionnels difficilement observables par enquête standardisée (Kvale & Brinkmann, 2015 ; Yin, 2018).

### **Analyse des données:-**

Les données quantitatives ont fait l'objet d'une analyse statistique descriptive (fréquences, moyennes, écarts-types) afin de caractériser l'échantillon et d'objectiver les contraintes d'accès au financement. Des analyses multivariées (régressions) ont ensuite été mobilisées pour examiner les relations entre exposition sécuritaire, accès au crédit et performance économique, conformément aux approches empiriques de l'étude du rationnement du crédit (Beck, 2007 ; Stiglitz & Weiss, 1981). Les données qualitatives ont été traitées par analyse thématique, suivant un processus de codage itératif visant à identifier les régularités discursives, les divergences de points de vue et les mécanismes explicatifs sous-jacents (Braun & Clarke, 2006 ; Miles, Huberman, & Saldaña, 2014). Les verbatims ont été mobilisés pour contextualiser et interpréter les résultats statistiques, dans une logique de complémentarité méthodologique (Creswell & Plano Clark, 2018).

## Resultats:-

### Caracteristiques des PME/PMI enquetees:-

L'échantillon est constitué de cent trente-deux (132) PME/PMI formelles, majoritairement concentrées dans les services (41%) et le commerce (40%), tandis que l'industrie reste marginale (19%), confirmant la prédominance d'activités à faible intensité capitalistique (figure 1). Les entreprises individuelles dominent (78%), traduisant un faible niveau de structuration juridique et financière.

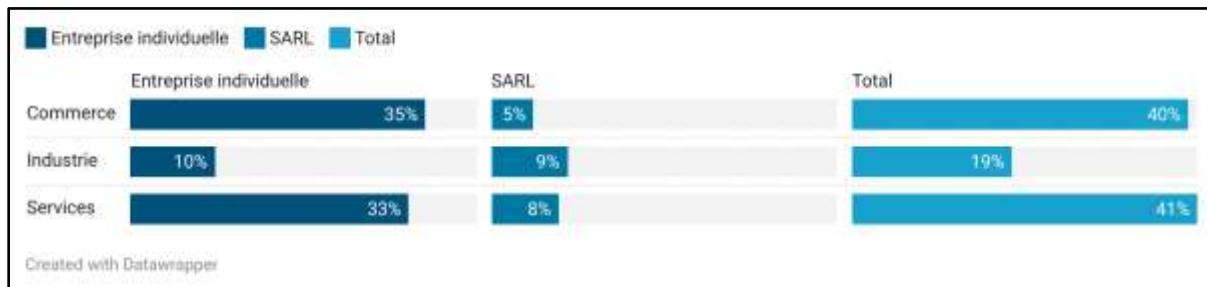


Figure 1: repartition des PME/PMI enquetees par Secteur d'activite et par Forme juridique

Les données qualitatives confirment que cette configuration constitue un facteur structurel de vulnérabilité. Du point de vue des institutions financières, la faible formalisation limite fortement la capacité d'évaluation du risque : « On se base un peu sur les chiffres qu'ils produisent, même si ces chiffres ne sont pas souvent vrais. Vu qu'ils ne sont pas trop formels, on n'accorde pas une confiance totale à ces chiffres, ce qui nous fait souvent douter. » — Responsable risques Banque 1, Act\_Banq1 Du côté des entrepreneurs, la petite taille des structures est perçue à la fois comme une fragilité et comme un facteur de flexibilité, permettant une adaptation rapide aux chocs sécuritaires, mais au prix d'une capacité d'investissement extrêmement limitée.

### Defis d'accès au financement en zones affectées:-

Seules 42% des PME déclarent avoir sollicité un crédit au cours des douze derniers mois (figure 2). Ce taux relativement faible suggère un phénomène d'auto-censure financière, largement confirmé par les entretiens. Plusieurs dirigeants affirment renoncer volontairement aux démarches bancaires en raison d'anticipations quasi systématiques de refus. Pourtant 73% des demandes de crédit ont été acceptées.

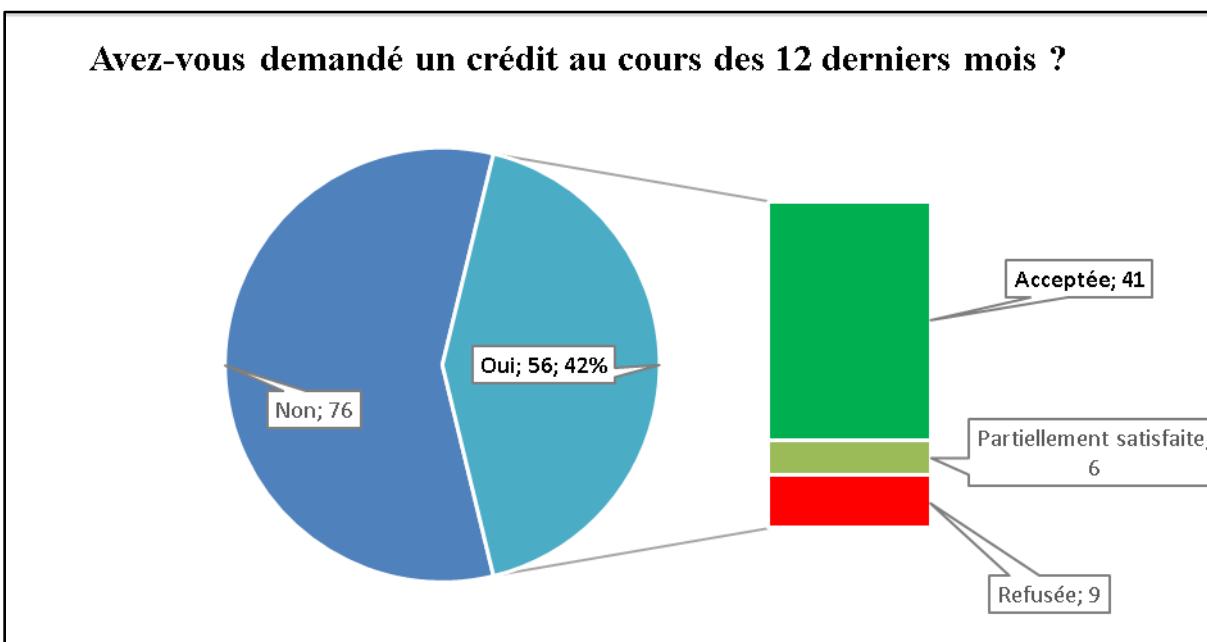


Figure 2: PME ayant sollicité un credit au cours des douze derniers mois

Les principales contraintes quantitativement identifiees (garanties elevees, procedures complexes, coût du credit) trouvent une correspondance directe dans les discours des acteurs bancaires.

**Les garanties sont decrites non seulement comme un instrument financier, mais comme un outil de discipline :**

« La garantie est juste un moyen de contrainte. Si vous n'avez pas un moyen de contrainte sur le client, il fait ce qu'il veut avec l'argent. C'est une pression derriere le client pour qu'il travaille à rembourser. »— Responsable risques Banque 2, Act\_Banq2.

**Pour les entrepreneurs, ces exigences sont perçues comme excluantes, en particulier pour les jeunes entreprises ne disposant pas d'actifs hypothecables :**

« On nous demande 10 à 15 % de caution liquide avant même de parler du projet. Pour une jeune PME, c'est déjà la fin du projet avant qu'il ne commence. »— Dirigeant de PME, BTPCes resultats confirment empiriquement un rationnement du credit non-prix, dans lequel les conditions d'accès constituent un mecanisme de selection plus dissuasif que les taux d'interet.

**Impact de la crise securitaire sur les institutions financieres:-**

Les analyses statistiques montrent que les PME les plus exposees aux perturbations securitaires sollicitent moins de credits et subissent pourtant moins de refus. Les entretiens revelent que la crise a profondement transforme la cartographie du risque bancaire, produisant des zones de fait exclues du financement. « Aujourd'hui, certaines zones sont automatiquement classees à risque. Meme avec un bon marche, on n'accompagne pas, parce qu'on sait que si le site devient inaccessible, tout s'arrete. »— Cadre de banque, Act\_Banq3

**Les banques identifient trois mecanismes majeurs de defaillance induits par l'insecurite :**

- (1) l'avortement des projets avant execution,
- (2) l'abandon de chantiers en cours,
- (3) le blocage des paiements finaux.

**Un dirigeant d'entreprise temoigne de cette stigmatisation territoriale :**

« Des que le marche est à Orodara ou Solenzo, on ne regarde même plus le dossier. On nous dit directement que la zone est rouge et très éloignée de Ouagadougou. »— Dirigeant PME, BTPCes elements confirment que le risque securitaire est devenu une variable endogene du risque de credit, affectant simultanement l'offre bancaire et les decisions d'investissement des PME.

**Evaluation des dispositifs existants:-**

L'enquête quantitative met en évidence une connaissance limitée des dispositifs publics de soutien aux PME. Les entretiens précisent que ces mecanismes sont perçus comme lents, centralisés et peu adaptés aux contraintes des zones affectées. « Il y a beaucoup de fonds, mais sur le terrain on ne voit pas vraiment leur impact. Les procédures sont lourdes et les risques securitaires ne sont pas pris en compte. »— Expert institutionnel En conséquence, les PME se replient vers des solutions alternatives : microfinance, tontines, finance islamique, crédit fournisseur. Un entrepreneur explique : « Quand les banques ferment, on travaille avec les fournisseurs, avec la famille, parfois avec la finance islamique. Ce n'est pas idéal, mais au moins ça permet de respirer. »— Dirigeant PME, commerce Ces pratiques traduisent l'émergence d'un écosystème financier hybride, combinant mecanismes formels et informels.

**Modeles alternatifs identifies (fonds de garantie, finance islamique, capital-risque):-**

Les analyses multivariées montrent que la taille, la structuration juridique et l'exposition securitaire sont fortement associées à l'accès au crédit. L'accès au financement est également positivement corrélé à la performance économique et à la création d'emplois.

**Les entretiens permettent d'identifier des innovations emergentes. Les banques privilegient desormais des produits à faible risque d'execution, notamment l'affacturage :**

« Aujourd'hui, on préfère financer ce qui est déjà réalisé et que le client a soumis ses factures pour paiement. Comme ça, le risque securitaire est beaucoup plus faible car le marché a été exécuté. »— Responsable risques Banque 2, Act\_Banq2.

**Par ailleurs, certaines institutions intègrent explicitement les dynamiques de sécurisation territoriale dans l'analyse du risque :**

« Quand une zone est en voie de sécurisation, on peut recommencer à financer les projets dans cette zone. La reconquête devient un indicateur financier. On tient compte de la stratégie militaire dans l'analyse. » — Cadre de banque, Act\_Banq3.

**Enfin, plusieurs acteurs soulignent le potentiel des modèles de filière structuree, à l'image du coton, pour restaurer la bancabilité :**

« Quand la filière est organisée, comme dans le coton, la banque est rassurée. On peut reproduire ça pour d'autres secteurs. » — Expert sectoriel Ces résultats montrent que la résilience financière ne dépend pas uniquement de nouveaux produits, mais d'une reconfiguration de l'architecture de confiance, intégrant le risque sécuritaire, la structuration sectorielle et l'accompagnement non financier.

### **Discussion:-**

Cette recherche avait pour objectif d'analyser les contraintes d'accès au financement des PME/PMI burkinabé en contexte de crise sécuritaire et d'identifier les leviers de dispositifs financiers plus résilients. Les résultats empiriques, issus de la triangulation entre données quantitatives et qualitatives, confirment que la crise sécuritaire agit comme un facteur structurant du rationnement du crédit, transformant profondément les mécanismes classiques de financement des PME.

### **Rationnement du crédit et intensification des asymétries informationnelles:-**

Les résultats montrent que moins de la moitié des PME ont sollicité un crédit au cours des douze derniers mois, et que celles qui opèrent dans des zones fortement affectées sont à la fois moins enclines à formuler des demandes et plus exposées aux refus. Ce double phénomène d'auto-exclusion et de refus bancaire illustre parfaitement la dynamique de rationnement du crédit décrite par Stiglitz et Weiss (1981). Conformément à leur modèle, l'ajustement par les taux d'intérêt apparaît insuffisant pour compenser l'incertitude accrue, conduisant les banques à privilégier des mécanismes non-prix – garanties excessives, sélection géographique, durcissement des critères – pour limiter leur exposition. Les entretiens révèlent que l'in sécurité exacerbé l'asymétrie d'information ex ante, en fragilisant la fiabilité des états financiers et en rendant imprévisible la viabilité des projets. Cette situation confirme empiriquement la thèse selon laquelle l'instabilité institutionnelle et territoriale accentue la sélection adverse et l'alea moral, rendant les outils classiques d'évaluation du risque largement inopérants. Ainsi, le rationnement observe ne relève pas uniquement d'une pénurie de liquidités, mais d'un effondrement partiel des mécanismes de confiance, au cœur de la relation banque–PME.

### **Fragilité, exclusion financière et trappe de sous-développement des PME:-**

Les constats empiriques rejoignent étroitement l'analyse de Beck (2007) et de Calice (2023) sur les pays fragiles et affectés par les conflits. La forte prévalence d'entreprises individuelles, la faiblesse de la structuration comptable et la concentration sectorielle dans des activités peu capitalisées confirment l'existence d'un tissu entrepreneurial particulièrement exposé aux contraintes financières. Comme le souligne Beck, les PME des contextes fragiles sont structurellement pénalisées par un accès limité au crédit, ce qui les enferme dans une trajectoire de faible productivité, d'autofinancement contraint et de vulnérabilité accrue. Les résultats montrent que cette dynamique est amplifiée au Burkina Faso par un phénomène de stigmatisation territoriale, où certaines zones deviennent de facto inaccessibles au financement bancaire. Cette exclusion spatialisée du crédit alimente ce que Calice (2023) qualifie de « trappe de fragilité financière », dans laquelle l'absence de financement réduit la capacité d'adaptation des PME, accroît leur probabilité de défaillance et renforce en retour l'aversion au risque des prêteurs. Il s'agit d'un équilibre de sous-financement auto-entretenu, difficilement réversible par des instruments de politique de crédit conventionnels.

### **Economie de conflit, géographie du risque et endogénéisation de l'in sécurité:-**

L'un des apports majeurs de cette étude réside dans la mise en évidence du rôle central du risque sécuritaire comme variable endogène du financement, ce qui prolonge les analyses de l'économie de conflit développées par Collier (2000). Alors que Collier souligne le lien entre fragilité économique et persistance des conflits, nos résultats montrent que l'in sécurité ne constitue pas seulement un choc exogène, mais un paramètre structurant des décisions financières. Les mécanismes identifiés – avortement des projets, abandon de chantiers, blocage des paiements – traduisent une mutation de la géographie financière, où le territoire devient un déterminant majeur de la bancabilité. Cette territorialisation du risque transforme le crédit en un instrument de sélection spatiale, produisant des zones

d'exclusion financiere qui coïncident largement avec les zones de vulnerabilite securitaire. Ce constat conforte l'hypothese selon laquelle le sous-financement des PME peut indirectement contribuer à la persistance de l'instabilite, en affaiblissant les opportunites economiques locales et les capacites de resilience communautaire, comme l'anticipait Collier.

#### **Limites des dispositifs classiques et necessite d'une innovation institutionnelle:-**

L'evaluation empirique des dispositifs existants met en evidence leur faible lisibilite et leur inadequation perçue, confirmant les limites des approches centrees sur des fonds publics de soutien ou des mecanismes de garantie faiblement operationnalises. Ces resultats prolongent les observations de Calice (2023), selon lesquelles les instruments traditionnels de facilitation du credit sont largement insuffisants dans les contextes FCS lorsqu'ils ne traitent pas simultanement les deficits d'information, la structuration des PME et le partage effectif du risque. Les pratiques emergentes identifiees – affacturage, financement adosse à l'execution, integration des dynamiques de securisation territoriale, structuration sectorielle inspiree du modele des filieres – illustrent un glissement progressif d'une logique de credit classique vers une logique de dispositifs. Cette evolution rejoint la perspective de Beck (2007), qui plaide pour des architectures financieres hybrides combinant instruments financiers, accompagnement non financier et gouvernance institutionnelle renforcee.

#### **Vers un cadre conceptuel de la finance resiliente en contexte de conflit:-**

Sur le plan theorique, cette recherche permet de proposer une lecture integrative reliant rationnement du credit, fragilite etatique et economie de conflit. Les resultats suggerent que la finance des PME en contexte securitaire ne peut etre comprise uniquement à travers les modeles standards d'intermediation.

#### **Elle releve d'un regime specifique de finance de fragilite, caracterise par :**

- (i) une intensification des asymetries informationnelles,
- (ii) une territorialisation du risque,
- (iii) une centralite des dispositifs de confiance et de gouvernance,
- (iv) une imbrication etroite entre dynamiques economiques et securitaires.

Dans cette perspective, les dispositifs innovants ne constituent pas de simples produits financiers, mais des mecanismes institutionnels de reconstruction du capital de confiance, capables de reduire simultanement le risque perçu, les coûts d'agence et l'incertitude contextuelle. Ce deplacement analytique prolonge Stiglitz & Weiss (1981) sur le rationnement, Beck (2007) et Calice (2023) sur la fragilite financiere, et Collier (2000) sur les liens entre exclusion economique et instabilite.

#### **Conclusion et Recommandations:-**

##### **Conclusion:-**

Cette recherche avait pour ambition d'analyser les contraintes d'accès au financement des PME/PMI burkinabé dans un contexte marqué par une crise securitaire prolongée, et d'identifier les conditions d'émergence de dispositifs financiers plus résilients. En mobilisant une approche méthodologique mixte, combinant enquête quantitative et entretiens semi-directifs, l'étude met en évidence que la crise securitaire ne constitue pas un simple facteur exogène de dégradation de l'environnement des affaires, mais qu'elle agit comme une variable endogène du système de financement, reconfigurant en profondeur les logiques d'évaluation du risque, d'octroi de crédit et de bancabilité des PME. Les résultats empiriques confirment l'existence d'un rationnement du crédit structurel, conforme aux prédictions de Stiglitz et Weiss, mais dont l'intensité est exacerbée par la fragilité institutionnelle et territoriale. Ce rationnement ne se manifeste pas uniquement par des refus explicites, mais également par un phénomène d'auto-exclusion des entrepreneurs, qui renoncent à solliciter un financement en anticipant des conditions jugées inaccessibles. Ce processus contribue à l'enfermement des PME dans une trajectoire de sous-investissement, limitant leurs capacités de croissance, d'innovation et de création d'emplois.

L'étude enrichit par ailleurs la littérature sur la fragilité et l'économie de conflit en montrant que l'insecurité produit une territorialisation du risque financier, transformant certaines zones en espaces d'exclusion bancaire. Cette géographie financière du conflit renforce les déséquilibres régionaux, affaiblit les économies locales et peut, indirectement, alimenter les dynamiques d'instabilité. À l'inverse, les résultats suggerent que l'accès au financement constitue un levier central de résilience économique, associé à de meilleures performances et à une plus grande capacité d'adaptation des PME. Sur le plan théorique, cette recherche propose une lecture intégrative de la finance

des PME en contexte de fragilité, articulant rationnement du crédit, asymétries informationnelles et économie de conflit. Elle met en évidence la nécessité de dépasser une approche strictement bancaire pour concevoir des dispositifs institutionnels de confiance, combinant instruments financiers, structuration sectorielle, accompagnement non financier et mécanismes explicites de partage du risque sécuritaire. Ce déplacement analytique contribue à l'émergence d'un champ encore peu exploré : celui de la finance entrepreneuriale en contexte de haute instabilité.

#### **Recommandations opérationnelles:-**

À la lumière des résultats, les recommandations suivantes sont formulées à l'attention des pouvoirs publics, des institutions financières et des partenaires techniques et financiers.

#### **Institutionnaliser des mécanismes de partage du risque sécuritaire:-**

Il est impératif de créer ou de réformer des fonds de garantie spécialisés pour les zones fragiles, dotés d'une gouvernance autonome, de procédures rapides et de critères transparents. Ces mécanismes devraient intégrer explicitement le risque sécuritaire dans leurs modèles d'intervention, en couvrant non seulement le risque de défaut classique, mais également les risques d'interruption d'activité liés à l'inaccessibilité des zones. L'objectif est de transformer un risque systémique aujourd'hui supporté individuellement par les banques en un risque mutualisé à l'échelle nationale ou régionale.

#### **Promouvoir des dispositifs financiers adaptés aux contextes instables:-**

Les résultats plaident en faveur du développement de produits à faible risque d'exécution, tels que l'affacturage, le financement adossé aux factures, les crédits progressifs ou les mécanismes de paiement sécurisé. Ces instruments réduisent l'exposition des banques aux chocs sécuritaires et permettent de restaurer un minimum de fluidité financière. Parallèlement, l'intégration de solutions de finance islamique et de financement participatif encadre offrirait des alternatives crédibles aux entrepreneurs exclus du système bancaire classique.

#### **Structurer les PME et réduire les asymétries informationnelles:-**

L'Etat et les partenaires techniques devraient investir massivement dans la structuration des PME : appui à la tenue de comptabilités numériques, labellisation progressive des entreprises, accompagnement à la formalisation juridique et fiscale. La création d'un certificat de PME éligible ou d'un score de maturité entrepreneuriale permettrait de réduire les coûts d'information pour les banques et de restaurer la confiance. La digitalisation des données financières et contractuelles apparaît à cet égard comme un levier stratégique majeur.

#### **Développer des approches sectorielles et territorialisées:-**

Les expériences réussies de filières structurées, à l'image du secteur cotonnier, suggèrent la pertinence d'approches sectorielles intégrées, associant organisations professionnelles, acheteurs, assureurs et banques. La réplication de ces modèles dans d'autres secteurs (BTP, agro-transformation, logistique, énergie) permettrait de mutualiser le risque, de sécuriser les débouchés et de renforcer la bancabilité des PME. De même, la mise en place de pôles économiques sécurisés pourrait constituer une base territoriale de relance du financement.

#### **Repositionner le financement des PME comme instrument de stabilisation:-**

Enfin, le financement des PME devrait être reconnu comme un outil stratégique de stabilisation économique et sociale. L'intégration explicite des politiques de soutien aux PME dans les stratégies nationales de résilience et de reconquête territoriale permettrait de dépasser une logique strictement économique pour inscrire le crédit dans une vision de reconstruction du tissu productif et du capital social. Les bailleurs et institutions multilatérales ont un rôle clé à jouer dans la conception de dispositifs hybrides associant sécurité, gouvernance et développement entrepreneurial.

#### **Limites et perspectives de recherche:-**

Cette étude repose sur un échantillon restreint et sur des données transversales, ce qui limite la portée inférentielle des résultats. Des recherches longitudinales, élargies à plusieurs pays sahariens, permettraient de mieux appréhender les dynamiques d'adaptation des systèmes financiers en contexte de conflit. De futures investigations pourraient également mobiliser des méthodes quasi-experimentales pour évaluer l'impact réel de dispositifs innovants sur la survie, la croissance et la contribution sociale des PME.

**References:-**

1. Akerlof, G. A. (1970). The market for "lemons": Quality uncertainty and the market mechanism. *Quarterly Journal of Economics*, 84(3), 488-500. <https://doi.org/10.2307/1879431>
2. Banque Africaine de Developpement. (2024). Perspectives économiques au Burkina Faso. <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-economic-outlook>
3. Beck, T. (2007). Financing constraints of SMEs in developing countries: Evidence, determinants and solutions. Dans *Financing innovation-oriented businesses to promote entrepreneurship* (pp. 1-35). Tilburg University.
4. Berdal, M., & Malone, D. M. (Eds.). (2000). *Greed and grievance: Economic agendas in civil wars*. Lynne Rienner Publishers.
5. Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77-101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>
6. Bujones, A. K., Jaskiewicz, K., Linakis, L., & McGirr, M. (2013). A framework for analyzing resilience in fragile and conflict-affected situations. Columbia University/SIPA.
7. Calice, P. (2023). *Unlocking SME finance in fragile and conflict affected situations*. Policy Research Working Paper No. 10363. Banque mondiale. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099351103142316396/pdf/IDU021ba8d170d7d8041d808fae039c668326869.pdf>
8. Chakma, H., Coppel, E., Diallo, A., & Tubbs, R. (2017). Financial inclusion and resilience: How BRAC's microfinance program recovered from the West African Ebola crisis. *Financial Inclusion Initiative Case Study*. [https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/rflessonslearned\\_10-25-17.pdf](https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/rflessonslearned_10-25-17.pdf)
9. Collier, P. (2000). Economic causes of civil conflict and their implications for policy. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563-573.
10. Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and conducting mixed methods research* (3rd ed.). Sage Publications.
11. Denzin, N. K. (1978). *The research act: A theoretical introduction to sociological methods* (2nd ed.). McGraw-Hill.
12. Ghosh, P., Mookherjee, D., & Ray, D. (2000). Credit rationing in developing countries: An overview of the theory. Dans D. Mookherjee & D. Ray (Eds.), *A reader in development economics* (pp. 383-401). Blackwell Publishers.
13. Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360. [https://doi.org/10.1016/0304-405X\(76\)90026-X](https://doi.org/10.1016/0304-405X(76)90026-X)
14. Kerr, W. R., & Nanda, R. (2011). Financing constraints and entrepreneurship. Dans D. Audretsch, O. Falck, S. Hebllich, & A. Lederer (Eds.), *Handbook of research on innovation and entrepreneurship* (pp. 88-103). Edward Elgar Publishing.
15. Kvale, S., & Brinkmann, S. (2015). *InterViews: Learning the craft of qualitative research interviewing* (3rd ed.). Sage Publications.
16. Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook* (3rd ed.). Sage Publications.
17. Myers, S. C. (1984). The capital structure puzzle. *Journal of Finance*, 39(3), 575-592. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.1984.tb03646.x>
18. Patton, M. Q. (2015). *Qualitative research & evaluation methods* (4th ed.). Sage Publications.
19. Paulson, A. L., & Townsend, R. M. (2005). Financial constraints and entrepreneurship: Evidence from the Thai financial crisis. *Economic Perspectives*, 29(3), 34-48.
20. Saunders, M., Lewis, P., & Thornhill, A. (2019). *Research methods for business students* (8th ed.). Pearson Education.
21. Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393-410.
22. Tashakkori, A., & Teddlie, C. (2010). Mixed methodology: Combining qualitative and quantitative approaches. Sage Publications.
23. UNHCR. (2024). Annual results report 2024 - Burkina Faso. [https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-06/burkina\\_faso\\_arr\\_2024.pdf](https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-06/burkina_faso_arr_2024.pdf)
24. Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods* (6th ed.). Sage Publications.